ELECTIONS LEGISLATIVES - MARS 1978 **11ème Circonscription des Hauts de Seine**

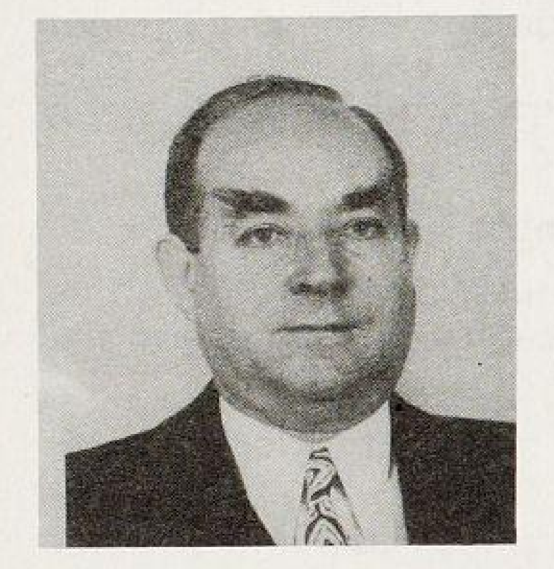
ISSY les MOULINEAUX - VANVES - MALAKOFF

CANDIDAT

CONTRIBUABLES

présenté par le **R.U.C.**

(Rassemblement des Usagers des services publics, des Contribuables et des groupements de défense)



Roger FOLLET

Ingénieur Ergonomiste - Engagé Volontaire

CONTRIBUABLES A VOS POCHES !

Bientôt l'échéance électorale ; à qui doit-on accorder son suffrage ?

— A la droite, avec sa gabegie, avec son incapacité indéniable à gérer, avec les détournements de fonds publics, avec les scandales dont nous sommes les «dindons», avec les contrôles de la Gestapo fiscale.

— A la gauche, divisée sur le fond et sur la forme de son programme démagogique et dont le P.C. n'a pas hésité à présenter la note faramineuse.

Par contre

Le R.U.C., représentant des Contribuables, était à votre service, aujourd'hui, il est à votre service, demain il sera, quelles que soient les circonstances, encore à votre service.

Le R.U.C. assiste et défend les Contribuables — devant les abus des Services Publics et devant les abus du fisc — en mettant à votre service une organisation.

Exemple : vous payez des impôts locaux, établis sur des bases fantaisistes, augmentant dans des proportions injustifiées. Vous pouvez vous défendre, nous vous y aidons. Il vous suffit d'adresser une réclamation au Directeur des Services Fiscaux, selon un modèle que nous tenons à votre disposition.

Henri JANNES, Président du R.U.C., qui fut parmi les 330 000 fonctionnaires des P.T.T., le plus ancien dans le grade le plus élevé, ainsi qu'expert pendant 13 ans, près de la Commission des Finances du Sénat, démontra dans son livre **«les Dossiers secrets du Téléphone»** comment les Français ont été escroqués de 5 000 milliards d'A.F. en 10 ans, soit 40 fois le scandale de la Villette, 6 fois celui de Panama ou plus de 12 fois le budget annuel de la France.

VOTRE CHOIX EST CLAIR

● **D'un côté les politiciens** : ils accumulent les scandales, doublent en 5 ans nos impôts (qui sont passés de 196 milliards d'A.F. en 1973 à 390 milliards d'A.F. en 1978) et proposent encore des dépenses supplémentaires :

— **le Plan BARRE de BLOIS** : 22 milliards d'A.F., soit 5,65% d'impôts nouveaux ;

— **le R.P.R.** trouve le plan de BLOIS insuffisant, donc plus de 5,65% d'impôts nouveaux ;

— **quant aux socialistes,** ils n'en réclament pas moins de 31 milliards d'A.F., soit 7,96% d'impôts de plus, et 10,28% d'inflation avouée pour les huit derniers mois de 1978 ;

— **les communistes,** avec 57 milliards d'A.F., soit 14,65% d'impôts de plus.

Selon M.BARRE, la hausse des prix a été successivement la faute des Arabes, puis des producteurs de café et de cacao et enfin faute de mieux, des boulangers et pâtissiers.

En Suisse, la hausse du coût de la vie a été seulement de 0,6% contre 9,7% en France.

«Les Suisses ne roulent pas en auto, ne boivent ni café, ni chocolat et ne mangent pas de croissants et de gâteaux, Monsieur BARRE !»

SUPPLEANT



Gilles FOURNIER
Directeur Technique

● De l'autre les CONTRIBUABLES . . .

CE QUE VEULENT LES CONTRIBUABLES

FISCALITE — Suppression de l'Impôt sur le revenu, sans création d'Impôts nouveaux.

Dans un premier temps, réalisation de 20% d'économie par élimination des gaspillages et des dépenses inutiles, pour enfin, mettre en place **l'Impôt sur l'Energie**, seul Impôt supprimant la fraude fiscale, et rétablissant ainsi la justice fiscale.

Seule dépense supplémentaire : une aide substantielle aux personnes agées, par un impôt de 2% sur les fortunes de plus de 500 millions d'A.F. ;

Pas d'Impôts nouveaux sans référendum : C'est le système adopté par la Suisse ;

– Amnistie fiscale : Il est inadmissible que l'on poursuive les petits contribuables et les commerçants écrasés de charges, alors que des dirigeants et des responsables de la Nation ont échappé à l'Impôt durant des années.

«LA LOI EST LA MEME POUR TOUS, SOIT QU'ELLE PROTEGE: SOIT QU'ELLE PUNISSE», Art. 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme.

POUVOIR D'ACHAT — augmentation du pouvoir d'achat par la suppression de l'Impôt sur le revenu.

MONNAIE — lutte contre l'inflation (suppression des gaspillages et dépenses inutiles) donc, protection de l'épargnant. La suppression de l'Impôt sur le revenu doit entraîner une rentrée de capitaux, donc affermissement réel du Franc, par l'équilibre de la balance des paiements.

JUSTICE — indépendance rigoureuse par rapport à l'exécutif ; ce qui entraîne la réforme du Conseil supérieur de la Magistrature. Peines sévères pour les truands et les escrocs.

- Obligation que tous les Juges appliquent la même loi, (réponses obligatoires à tous les points soulevés dans les conclusions d'avocats ; signification obligatoire de tous jugements, avec indication des voies de recours, pour le respect des droits de la défense - à peine de nullité des jugements ; contrôle rigoureux des missions des Experts, des Huissiers et des Syndics de faillite, etc ...)
- Réforme des Tribunaux de Commerce (création de Commissions techniques)
- Une réellle gratuité de la Justice.

SECURITE SOCIALE – suppression de la Médecine conventionnée, remboursement égal pour tous, quel que soit le statut du Praticien.

CHOMAGE — quand un âne est trop chargé il plie les genoux ; les Entreprises écrasées d'Impôts ne peuvent plus faire face à la concurrence étrangère : d'où fermeture des usines. Politique très ferme d'économie sur les frais généraux de la Nation, report des économies sur les investissements et les créations d'emplois ;

La suppression de l'Impôt sur le revenu permet d'augmenter le pouvoir d'achat de tous et de lutter efficacement contre le chômage.

ENSEIGNEMENT — fin de la gabegie et du désordre. Actuellement il y a autant d'enseignants que de non enseignants. Une réduction de 25% des services annexes s'impose. L'enseignement doit être dirigé vers l'acquisition d'un métier. Fin de la fabrication en série de baratineurs «bons pour le chômage». La liberté doit être effectivement sauvegardée.

ÉCOLOGIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE — politique active et énergique contre les nuisances de toutes sortes mais pas à coups de barre de fer. Un effort particulier doit être engagé pour assurer à la France son autonomie énergétique.

EUROPE — fin des palabres oiseuses. Dire tout de suite oui à l'Europe politique, mais protection de l'Agriculture contre les importations des pays du sud de l'Europe.

DÉFENSE NATIONALE faire comme la Suisse : montrer des dents pointues sans chercher querelle à personne.

Vu les Candidats.

Les candidats « CONTRIBUABLES » sont seuls à défendre vos intérêts.

Vos êtes volés, bernés, pressurés,

DÉFENDEZ-VOUS !

avec le R.U.C. vous en avez les moyens

Votez utile, votez "Contribuables"

avec Roger FOLLET

SOUTENIR LES « CONTRIBUABLES » c'est défendre vos propres intérêts

Imp. Pincemin - Versailles